

## APERÇU

# CÔTE D'IVOIRE 2010-2011 / CRISE POSTÉLECTORALE

**MOTS CLÉS :** Retours, articles ménagers, matériaux de construction, construction de cellules de base, réparation et rénovation de logements, bons, activités de défense/juridiques, formation

## RÉSUMÉ

Les élections de novembre 2010 en Côte d'Ivoire ont donné lieu à des violences qui ont entraîné le déplacement de jusqu'à un million de personnes. La partie occidentale du pays a été particulièrement touchée. Des familles ont été déplacées à l'intérieur du pays et par-delà ses frontières, au Libéria voisin.

L'aide apportée par les organisations internationales aux populations de retour était axée sur la reconstruction des communautés et des maisons. L'intervention interorganisations coordonnée a ciblé environ 30 % des 24 000 ménages dont la maison avait été endommagée ou détruite. Environ un tiers des bénéficiaires se trouvaient dans des sites spontanés.

Les organisations n'ont aidé que les ménages les plus vulnérables, partant du principe que la plupart des ménages étaient capables de procéder eux-mêmes aux reconstructions.



## CONTEXTE

La Côte d'Ivoire est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui connaît d'importants changements démographiques. La proportion de citadins est passée de 15 % en 1960 à 50 % en 2010.

Malgré les efforts de longue haleine déployés par le Gouvernement pour encourager le secteur privé à construire des logements, 400 000 maisons restent encore à construire.

Le développement de la Côte d'Ivoire a été ralenti par les conflits survenus en 2002, en 2008 et en 2010-2011.

## LE CONFLIT

Les violences liées à la crise postélectorale de 2010-2011 ont été particulièrement destructrices dans l'ouest du pays, où quelque 24 000 maisons ont été endommagées ou détruites.

Au plus fort de la crise, au début de 2011, jusqu'à un million de personnes auraient été déplacées, dont plus de 700 000 au départ d'Abidjan ou à l'intérieur même de la ville. Plus de 200 000 personnes ont fui dans les pays voisins.

Les relations étaient tendues entre certaines communautés en raison de questions ayant trait à l'immigration, l'ethnicité et l'accès aux terres agricoles. Celles-ci se sont détériorées sous l'effet des violences.

Du fait de l'insécurité physique régnant dans l'ouest du pays en raison des hostilités en cours, des milliers de familles craignaient de retourner dans leur village d'origine. Une grande partie de celles qui étaient désireuses de rentrer chez elles ont dit que le fait que leur maison avait été endommagée étaient l'un des principaux obstacles à leur retour.

La situation en matière de sécurité est restée fragile pendant une bonne partie de 2012.

## PHASE D'URGENCE EN 2011

Bien que le mécanisme de coordination de la réponse ait

été institué en janvier 2011, il est resté sans coordonnateur jusqu'en mars 2011.

Entre janvier et septembre 2011, les organisations ont fourni un soutien en matière d'abris d'urgence à 8 150 ménages. Environ 35 % de cette aide était destinée aux personnes déplacées dans diverses implantations spontanées situées dans l'ouest du pays, telles que la mission catholique du camp de Duékoué qui, au plus fort de la phase d'urgence, a accueilli quelque 27 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Le reste du soutien fourni en matière d'abris, consistant en une aide à la réparation et à la reconstruction, a ciblé pour l'essentiel des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays retournant chez elles et des réfugiés rapatriés

## STRATÉGIE DE RELÈVEMENT RAPIDE

Étant donné les problèmes au cœur de la crise, il ne fallait pas simplement réparer et reconstruire les maisons, mais aussi les communautés elles-mêmes. L'objectif était d'apporter un soutien aux ménages vulnérables selon une approche



Des articles non alimentaires ont été fournis aux populations de retour et aux personnes directement touchées par la crise.



Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, 24 000 maisons ont été endommagées. Selon les estimations, près de 65 % de la population serait en mesure de reconstruire sa maison sans aide extérieure.

communautaire qui favoriserait des relations positives au sein de la communauté, et de renforcer les mécanismes d'adaptation existants. Les deux études de cas présentées ci-après (sections A.5 et A.6) ont adopté ce principe en l'appliquant de manière légèrement différente en fonction du contexte.

Après la situation d'urgence, la priorité a été d'aider les ménages vulnérables à reconstruire leur maison en terre crue ou en torchis.

### AUTORELEVEMENT

Avant de décider du nombre de ménages qui bénéficieraient d'une aide, une évaluation du nombre de personnes capables de réaliser elles-mêmes leurs travaux de réparation sans aide extérieure a été effectuée.

Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, la grande majorité des ménages habitaient dans une maison construite à partir de matériaux locaux, soit en terre crue soit en torchis, avec un toit de chaume recouvert de tôle ondulée. Quoiqu'exposées à l'érosion par la pluie et le vent et relativement peu robustes, ces maisons ont été construites par les ménages eux-mêmes et ont contribué au taux d'autorelevement élevé.

À la moitié de l'année 2012, les communautés touchées avaient reconstruit elles-mêmes environ 50 % des maisons en terre crue et en torchis (soit 11 500 maisons) qui avaient été détruites. Environ 90 % des maisons endommagées ou détruites étaient des constructions de ce type.

Seuls les ménages vulnérables ont été ciblés, car une proportion importante de la population était capable ou disposée à se charger elle-même de la reconstruction.

S'il incombait au premier chef au Gouvernement de porter assistance aux personnes touchées par la crise, celui-ci

n'avait pas les ressources nécessaires pour aider l'ensemble de la population et n'était pas capable d'intervenir avec la rapidité voulue.

Sur les 24 000 maisons endommagées ou détruites dans l'ouest du pays, 8 775 ménages vulnérables ont été ciblés par les organisations internationales en 2012, parmi lesquels 7 200 avaient une maison en terre crue ou en torchis.

Certaines organisations ont axé leurs efforts sur des bâtiments en maçonnerie chaînée, mais ceux-ci n'ont représenté qu'une petite partie de l'intervention. Des kits d'aide au retour ont également été distribués aux ménages déplacés qui rentreraient chez eux.

### MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

Le Gouvernement a distribué des articles alimentaires et non alimentaires durant la phase d'urgence. Pendant l'été 2012, il a annoncé qu'un projet de logements permanents ciblerait



Une maison détruite – la plupart étaient construites en terre crue ou en torchis.

1 000 ménages dans le département de Duékoué. Bien que cette décision ait été saluée, elle a néanmoins été prise unilatéralement et la communauté humanitaire qui intervenait dans la zone cible depuis mi-2011 n'a guère été consultée.

### ÉQUIPE DE COORDINATION

L'équipe de coordination des abris était constituée d'un coordonnateur et de trois observateurs de la protection travaillant pour une organisation locale. Elle était en place de janvier 2011 à décembre 2012. Les observateurs de la protection ont évalué les maisons endommagées et détruites, ainsi que la capacité des communautés à procéder à leur reconstruction sans aide extérieure.

Cette équipe s'est révélée extrêmement utile pour recueillir des données de référence essentielles, qui ont orienté la stratégie en matière d'abris suivie par différentes organisations dans le cadre de la planification de projets.

### FIN DU SYSTÈME DE COORDINATION

À la mi-2012, la situation en matière de sécurité en Côte d'Ivoire commençait à se stabiliser et la vie reprenait son cours. En août 2012, la décision a été prise de mettre un terme, à la fin de l'année, au système de coordination. Le tableau ci-dessous résume les objectifs communs de l'intervention et indique la mesure dans laquelle ils ont été atteints

OBJECTIF POUR 2012	RÉSULTAT OBTENU
Aider 90 % des ménages vulnérables (6 489 ménages) dont la maison en terre (briques en terre crue ou torchis) a été endommagée ou détruite à reconstruire celle-ci pour le 31 décembre 2012	4 461 ménages
Aider 25 % des ménages vulnérables (1 425 ménages) dont la maison en maçonnerie chaînée a été légèrement endommagée à reconstruire celle-ci pour le 31 décembre 2012	434 ménages
Aider 10 % des ménages (1 150 ménages) reconstruisant eux-mêmes leur maison en leur fournissant un soutien matériel ou technique pour le 31 décembre 2012	200 ménages
Aider 90 % des ménages touchés (37 455 ménages) ayant perdu des articles ménagers essentiels en distribuant des kits d'articles non alimentaires pour le retour pour le 31 décembre 2012	37 455 ménages



Autorelevement : Un homme reconstruisant sa maison en torchis sans aide extérieure.